

De Charybde en Scylla

Lignes d'attac, n° 69, septembre 2008

Plus d'un an après le déclenchement de la crise financière, les chantres de la mondialisation néolibérale glosent toujours sur le manque de transparence des marchés, les erreurs des agences de notation ou l'absence de morale des acteurs de la finance. Fort dépourvus devant la persistance et les conséquences du phénomène, ils en sont réduits à alterner des diagnostics rassurants et des pronostics pessimistes. Tout cela est pittoresque mais stérile, parce que leur échappent trois éléments cruciaux : l'origine de la crise, sa globalité et l'inefficacité des instruments de régulation.

Fondamentalement, la crise provient de la transformation des rapports sociaux depuis trois décennies¹. Pour en finir avec la baisse de sa rentabilité au tournant des années 1960-70, le capital a restructuré ses activités après que lui fut octroyée la liberté totale de circuler. Mais jamais la restauration des profits n'aurait été aussi rapide si le prix n'en avait été payé par les travailleurs du monde entier, mis brutalement en concurrence les uns contre les autres. Toutes les instances internationales (FMI, OCDE, UE...) reconnaissent aujourd'hui que la part des salaires dans la valeur ajoutée s'est fortement réduite. Car il n'y a pas de miracle : la richesse produite ne tombant ni du ciel, ni de la Bourse, la rentabilité financière ne pouvait s'accroître qu'aux dépens des salaires, de l'emploi et de la protection sociale. Dans ce contexte, les palliatifs ne firent qu'aggraver le mal, tel le crédit accordé par les banques américaines aux ménages modestes en pariant sur la perpétuité de la bulle immobilière. Ainsi fut entretenue l'illusion d'un monde enchanté où la richesse naîtrait du néant, grâce à une finance fétiche.

Mais la crise n'est pas que financière. Sa globalité tient à la marchandisation de toutes les activités humaines, issue de la libre circulation des capitaux. La Banque mondiale feint la surprise en découvrant les conséquences des plans d'ajustement structurel qui ont sacrifié les cultures vivrières au profit des cultures d'exportation dans les pays du Sud. Lorsque la spéculation s'empare des ressources naturelles et des céréales de base, la faim dans le monde, loin de se réduire conformément aux promesses des « Objectifs du millénaire », s'amplifie. Et, pendant ce temps, la crise écologique s'accroît, parce qu'on ne peut servir aux actionnaires toujours plus de dividendes provenant d'activités le plus souvent polluantes et prédatrices, et, simultanément, préparer des investissements novateurs pour sortir du productivisme.

Cette crise multidimensionnelle provoque enfin une stérilisation des instruments de régulation. Les banques centrales alimentent les bulles financières en période de surchauffe et, plus tard, volent au secours des institutions ayant pris trop de risques : Northern Rock au Royaume-Uni, Bear Stearns, Fannie Mae et Freddie Mac aux États-Unis. En Europe, la BCE augmente son taux directeur, contribuant ainsi à la surévaluation de l'euro par rapport au dollar et aux variations erratiques du prix du pétrole, au risque de l'inflation qu'elle prétend combattre et malgré la récession imminente. Cette politique est donc vouée à suivre les soubresauts du capitalisme ou bien à le sauver de ses frasques. Au niveau mondial, l'« échec des négociations » de l'OMC est l'aboutissement de l'incapacité de cette instance, dont le seul critère est la concurrence exacerbée, à réguler sur une base coopérative les rapports entre les États. Le capitalisme mondial est entraîné dans le tourbillon de Charybde. S'échouera-t-il sur le récif de Scylla ? Il faudra pour cela une belle poussée altermondialiste.

¹ J.M. Harribey, « Toujours plus... de crises ! », *Lignes d'Attac*, n° 68, juin 2008.